



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
25 novembre 2011
Français
Original : anglais

Commission de consolidation de la paix

Cinquième session

Formation Guinée

Compte rendu analytique de la 1^{re} séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 23 septembre 2011, à midi

Présidente : M^{me} Lucas (Luxembourg)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Déclaration d'engagements mutuels

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

11-51207X (F)



Merci de recycler

La séance est ouverte à 12 h 5.

Adoption de l'ordre du jour (PBC/5/GUI/1)

1. *L'ordre du jour est adopté.*

Déclaration d'engagements mutuels (PBC/5/GUI/L.1)

2. **La Présidente** fait observer que la République de Guinée est le premier État inscrit à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix à sa propre demande, sans référence préalable du Conseil de sécurité et sans avoir auparavant accueilli de mission de maintien de la paix des Nations Unies. Le Gouvernement guinéen a ainsi démontré sa volonté de reconstruire le pays par le dialogue et la coopération avec la communauté internationale. Pour ce faire, il a identifié trois priorités hautement pertinentes : la promotion de la réconciliation et de l'unité nationale, la réforme du secteur de la défense et de la sécurité et l'emploi des jeunes et des femmes. Le projet de déclaration d'engagements mutuels pour la consolidation de la paix en Guinée est fondé sur les principes de l'appropriation nationale, de la collaboration à l'appui des efforts nationaux pour la consolidation de la paix et de la responsabilité mutuelle des résultats. Il énonce les mesures et les engagements du Gouvernement et de la Commission dans les trois domaines d'action prioritaires désignés.

3. Deux de ces engagements sont particulièrement importants : premièrement, la tenue rapide d'élections législatives dans un esprit de dialogue ouvert avec tous les acteurs politiques en vue de résoudre les questions techniques et politiques contribuerait à rétablir la confiance et à achever la transition vers la démocratie. Deuxièmement, le soutien international – y compris celui du Fonds de consolidation de la paix – à des projets à impact rapide, notamment des programmes de mise à la retraite du personnel militaire et un recensement des forces de sécurité en Guinée, contribuerait à développer un partenariat pour la réforme du secteur de la sécurité.

4. **M. Condé** (Président de la Guinée) souligne que l'étendue et la complexité des défis auxquels font face les Guinéens sont bien plus importantes encore que les prévoiaient les prévisions les plus pessimistes. Les conditions sociales et économiques se sont détériorées pendant des décennies en raison de la mauvaise gouvernance, de l'instabilité politique et institutionnelle et de la culture de l'impunité. Ces maux ont été exacerbés par une économie fragilisée et

une corruption généralisée dans le contexte plus large d'une région ravagée par la guerre civile et la criminalité transnationale organisée, plus particulièrement le trafic de stupéfiants. Vu ce sombre tableau, tout est désormais une question de priorité en Guinée. Il faut néanmoins se préoccuper avant tout du développement du pays et répondre aux besoins pressants de la population. Il a donc chargé le Gouvernement de s'attaquer immédiatement aux causes profondes de la pauvreté et d'établir un cadre politique, institutionnel et de gouvernance propice à la revitalisation du pays. Un programme d'action prioritaire adopté en janvier 2011 a été rigoureusement mis en œuvre.

5. Pour relever les défis inhérents à la fragilité de la paix et aux besoins de la reconstruction nationale, le Gouvernement a demandé à la Commission de consolidation de la paix de lui fournir soutien et conseils pour la promotion de la réconciliation et de l'unité nationales, la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité et la mise en œuvre de la politique d'emploi des jeunes et des femmes. Des mesures ont déjà été prises dans chacun de ces domaines : une commission a été créée sous la présidence de deux leaders religieux qui travailleront avec des conseillers régionaux, en collaboration avec les collectivités locales, à la mise en place d'un cadre de dialogue interguinéen. Des mesures strictes ont été prises pour mettre les institutions publiques dont relèvent les forces de défense et de sécurité au service de la paix, de la sécurité et du développement. Des politiques globales ont également été mises en œuvre pour aider les jeunes et les femmes à surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés. En outre, le Gouvernement a l'intention d'achever la transition démocratique en organisant des élections législatives dans le cadre d'un processus transparent et harmonieux qui serait ouvert à tous les acteurs.

6. La déclaration d'engagements mutuels entre la Guinée et la Commission montre que le Gouvernement est prêt à jeter des bases solides pour la paix et la stabilité dans le pays et la sous-région. Les perspectives de paix, de sécurité et de respect des droits de l'homme ne dépendront pas seulement de la détermination du Gouvernement à répondre aux aspirations légitimes de la population, mais aussi de l'appui de la communauté internationale fondé sur les engagements énoncés dans la déclaration. Un soutien financier sera notamment nécessaire pour la

démobilisation des 4 200 soldats dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité. M. Condé espère que le plaidoyer de la Commission encouragera les partenariats avec des institutions financières internationales, des organisations régionales et sous-régionales et d'autres parties prenantes internationales. De son côté, la Guinée assumera ses responsabilités en collaborant avec la Commission et toutes les parties prenantes nationales, régionales et internationales.

7. **La Présidente** croit comprendre que les membres de la formation Guinée souhaitent adopter le projet de déclaration d'engagements mutuels pour la consolidation de la paix en Guinée.

8. *Il en est ainsi décidé.*

9. **M. Vrailas** (Union européenne) est d'avis que les engagements énoncés dans la déclaration qui vient d'être adoptée doivent être mis en œuvre le plus rapidement possible. Maintenant que des élections ont été annoncées pour décembre 2011, il est crucial d'entamer le dialogue avec tous les acteurs politiques. Les dernières réunions auxquelles ont participé les membres du Gouvernement et de l'opposition sont des efforts louables qui devraient se poursuivre malgré les obstacles. Il incombe aux autorités compétentes de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir la paix et la cohésion sociale. D'autres efforts sont nécessaires pour assurer la participation et la transparence et, partant, encourager l'opposition à participer de façon constructive au processus électoral. Faire en sorte que les premières élections législatives dans une Guinée démocratique soient exemplaires serait un bon moyen de tourner la page et faire la transition vers un avenir stable et prospère. M. Vrailas appelle également à la retenue et au respect du droit de manifester pacifiquement à l'occasion de la commémoration des événements tragiques survenus le 28 septembre 2009 en Guinée.

10. L'Union européenne continuera de soutenir la Guinée pendant sa transition politique. En 2010, elle avait mobilisé 40 millions d'euros pour financer la sortie de crise, y compris un soutien aux élections, à la réforme du secteur de sécurité et à la création d'emplois. Après la tenue d'élections libres et transparentes, des fonds supplémentaires seront attribués par l'intermédiaire du Fonds européen de développement.

11. **M. Cassidy** (Indonésie) souligne que la présente réunion est une excellente occasion pour les membres

de la formation Guinée de demander à la délégation guinéenne ce qu'elle considère la meilleure façon pour la Commission de fournir une assistance ciblée et tangible. Il se félicite de la participation du Gouvernement à l'élaboration de la déclaration d'engagements mutuels, car l'appropriation nationale est cruciale.

12. Des efforts en vue de promouvoir le dialogue national et la médiation sont nécessaires pour parvenir à la paix et au développement durables. Étant elle-même un pays qui a entrepris une réforme judiciaire, l'Indonésie considère que le système de justice est un élément clef de l'instauration d'un environnement qui favorise l'état de droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Pour que cette réforme soit mise en place, il est essentiel de renforcer les capacités des ministères responsables du pouvoir judiciaire, de la loi et de l'ordre, ainsi que de la sécurité.

13. Il se félicite de la priorité élevée accordée à l'emploi des jeunes et des femmes. Des moyens viables générateurs de revenus sont essentiels pour établir la paix et la sécurité. Il espère que l'ONU et les autres partenaires internationaux soutiendront la Guinée dans la mise en œuvre des programmes d'emploi, en particulier ceux destinés aux jeunes et aux femmes.

14. **M. Angell** (Canada), notant que, pour la première fois en 50 ans, les Guinéens avaient élu démocratiquement un président, applaudit à la persévérance dont ils ont fait preuve en relevant les défis du processus de transition. La formation Guinée a fait des progrès impressionnants au cours de sa première année d'existence. La déclaration d'engagements mutuels lui permettra de concentrer ses actions et d'utiliser les ressources du Fonds de consolidation de la paix.

15. Constituant une innovation majeure, la déclaration énonce les domaines thématiques dans lesquels la Commission pourrait poursuivre une coopération étroite et complémentaire entre ses quatre formations ouest-africaines, notamment ceux de la criminalité transnationale organisée, du développement des secteurs minier et agricole et de l'emploi des femmes et des jeunes. Il est capital pour les formations par pays de la Commission d'unir leurs efforts et de tirer des enseignements de leurs échanges de données d'expérience. Dans une certaine mesure, ce processus a été amorcé au moment où des représentants guinéens ont assisté à un séminaire sur l'emploi des jeunes

organisé par l'Autriche et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix en 2010. Les enseignements partagés au séminaire trouvent leur expression dans la déclaration d'engagements mutuels. Celle-ci accorde en effet une priorité élevée à une meilleure correspondance entre la formation professionnelle et les besoins en main-d'œuvre des secteurs économiques émergents comme les mines et l'agriculture.

16. Les efforts de collaboration déployés par la Commission au niveau régional en matière d'emploi des jeunes pourraient servir de modèle à des initiatives communes dans d'autres domaines comme le commerce transnational des drogues illicites. En ce qui concerne ce problème, la formation Sierra Leone, présidée par le Canada, serait disposée à lancer une initiative permettant l'échange de données d'expérience entre les quatre formations ouest-africaines et les partenaires régionaux et sous-régionaux en prévision de l'élaboration d'une approche plus cohérente.

17. **M. Barton** (États-Unis d'Amérique), applaudissant aux trois domaines prioritaires énoncés dans la déclaration d'engagements mutuels, se félicite de l'accent mis sur l'action par le Président. Il suggère de nommer un représentant du gouvernement qui serait chargé exclusivement de travailler avec la Commission de consolidation de la paix, ce qui favoriserait le développement de l'alliance, ouvrirait la voie à une meilleure collaboration avec les missions résidentes et renforcerait la présence de l'ONU en Guinée.

18. Les prochaines élections législatives sont une tâche essentielle qui, une fois achevée, signifiera que la Guinée aura franchi la phase de transition. D'autre part, la création d'une instance législative sera une nouvelle étape en vue de la réalisation des objectifs nationaux définis par le Gouvernement. Enfin, il se félicite de l'accent mis sur le développement économique : assurer un financement prévisible pour les activités de redressement rapide et des investissements soutenus à moyen et long terme permettra d'orienter les activités de la Commission en Guinée.

19. **M. Gompertz** (France) signale que sa délégation soutient le Gouvernement du Président Condé et qu'elle est convaincue qu'il est prêt à relever les défis qui l'attendent. En soi, la fixation d'une date pour la tenue des élections est un fait nouveau positif, mais il convient de noter que l'opposition a exprimé son

insatisfaction quant à la manière dont le processus a été mené. Il s'associe donc aux autres délégations pour encourager le Gouvernement à engager avec l'opposition un dialogue inclusif et tenant compte des rivalités politiques et personnelles afin de faire en sorte que les élections se déroulent pacifiquement et que les conflits existants entre les groupes ethniques soient apaisés.

20. Il félicite le Gouvernement d'avoir courageusement entrepris la réforme du secteur de la sécurité, en particulier par la démobilisation des 4 200 soldats, une mesure pourtant controversée dans le pays. L'expérience de Madagascar et de la Côte d'Ivoire fournit un exemple utile de la manière dont d'anciennes troupes peuvent être transformées en corps civil et exécuter des tâches productives comme la construction d'écoles et d'hôpitaux. Son gouvernement encourage ces initiatives et leur apportera son plein appui.

21. En ce qui concerne le développement économique, sa délégation reconnaît que les discussions avec le Fonds monétaire international s'inscrivent dans un processus complexe, mais elle espère qu'un accord avec le FMI pourra être conclu d'ici à 2012, ce qui permettrait à la Guinée de recevoir une aide budgétaire appréciable. Des sociétés françaises et le syndicat le plus important du pays ont manifesté leur intérêt dans la reconstruction et le développement de la Guinée.

22. Le problème du trafic de stupéfiants s'étend au-delà de la Guinée. En fait, c'est une source de préoccupation, notamment pour la région de l'Afrique et l'Union européenne. Il est dans l'intérêt de tous les États d'unir leurs efforts pour lutter contre ce problème. Il donne l'assurance de la bonne volonté de son gouvernement à cet égard.

23. **M. Parham** (Royaume-Uni) déclare que son gouvernement souscrit entièrement aux actions prioritaires identifiées dans la déclaration d'engagements mutuels. Le Royaume-Uni a appuyé la transition démocratique en participant au Groupe des Amis de la Guinée. Sa délégation souhaite tout particulièrement encourager le Gouvernement à poursuivre ses efforts visant à assurer des élections libres, justes et transparentes, notamment en engageant un dialogue national inclusif, et à renforcer les mécanismes de démilitarisation, étant donné qu'un

plan de défense et de sécurité bien défini est essentiel pour réaliser la stabilité économique.

24. **M. Fedotov** [Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)] souligne que l'ONUDC participe pleinement au processus de consolidation de la paix en Guinée. Entre autres initiatives, l'Office a appuyé les efforts visant à inviter la Guinée à adhérer à l'Initiative de la zone côtière de l'Afrique de l'Ouest. En 2010, l'ONUDC a en outre lancé un programme d'appui à la mise en œuvre de la Déclaration politique sur la prévention de l'abus de drogues, le trafic illicite de drogues et la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Directeur exécutif se rendra bientôt dans le pays en vue d'améliorer l'efficacité des programmes de l'ONUDC et d'élargir la gamme de ses activités. En ce qui concerne la Guinée, l'Office a pour objectif précis de l'aider à élaborer une stratégie nationale de lutte contre le trafic illicite des drogues et le crime organisé, dont les ramifications s'étendent à l'ensemble du trafic transatlantique de cocaïne. Il remercie le Gouvernement de son aide dans la destruction des précurseurs chimiques qui avaient été saisis en 2009.

25. **M. Lamamra** (Union africaine) signale que les activités de la formation Guinée sont un complément utile aux travaux du Groupe des Amis de la Guinée. La déclaration d'engagements mutuels résume très bien les priorités du nouveau gouvernement. Son adoption est une raison de célébrer compte tenu des nombreux obstacles que la Guinée a dû surmonter. Le Président Condé, très conscient de l'importance d'un dialogue avec l'opposition, croit être en mesure de persuader ceux qui sont réticents à négocier. Il se félicite de l'intention du Président de fournir une unité guinéenne à l'effort international pour restaurer la paix en Somalie. En tant que coordonnateur de l'unité guinéenne, l'Union africaine invite ses partenaires internationaux à fournir le matériel nécessaire. La présence d'une unité guinéenne en Somalie serait un geste important de solidarité panafricaine pour la jeune démocratie.

26. **M^{me} Cheng-Hopkins** (Sous-Secrétaire générale à l'appui à la consolidation de la paix) souligne que la prévention des conflits est un élément essentiel de l'objectif plus large de la consolidation de la paix en Guinée. Des rapports récents ont révélé que certaines

sources de préoccupation nécessitaient une attention immédiate, notamment les difficultés du Gouvernement et de l'opposition à engager un véritable dialogue, l'organisation d'élections législatives crédibles et la tentative d'assassinat du Président et ses incidences sur la réforme du secteur de la sécurité. La rhétorique politique se durcit de part et d'autre et l'opposition a convoqué des manifestations le jour précédent l'anniversaire des événements du 28 septembre 2009, augmentant ainsi le risque d'affrontements violents.

27. Le Fonds de consolidation de la paix cherche à jouer un rôle de catalyseur en atténuant certaines de ces menaces. Il a déjà investi 12,5 millions de dollars pour soutenir la réforme du secteur de la sécurité, la tenue des élections et la médiation politique. Il est en passe d'approuver un deuxième plan de consolidation de la paix, en attendant les instructions du Président de la Guinée concernant la convocation du Comité directeur national mixte. Le Fonds offre également un mécanisme accéléré qui serait en mesure de mobiliser des fonds en deux ou trois jours en appui à des initiatives opportunes pour désamorcer les tensions et les violences.

28. **M. Condé** (Président de la Guinée), en réponse aux commentaires qui ont été faits, signale que la date des élections a été fixée par la commission électorale du pays et non par son gouvernement. Il souligne que son gouvernement est légitime et que si les manifestations sont une forme d'expression légale, elles ne doivent cependant pas conduire à des actes de vandalisme et de violence. Il prie instamment la communauté internationale de regarder au-delà des événements du 28 septembre 2009, car il importe de bien comprendre le contexte historique plus large dans lequel ils s'inscrivent. Les tentatives d'obtenir justice doivent inclure tous les citoyens.

29. La démobilisation de 4 200 soldats et leur réintégration dans la vie civile nécessitent un soutien urgent pour le paiement des pensions et des prestations, de même que pour le financement de la formation professionnelle. Un recensement de l'effectif militaire actuel sera effectué afin de gérer adéquatement ces efforts. Par exemple, plusieurs soldats actifs ont largement dépassé l'âge de la retraite. Il se félicite du soutien promis par l'Union européenne et la France et note que l'aide apportée à la formation professionnelle bénéficiera non seulement aux anciens soldats, mais aussi aux jeunes qui intègrent le marché du travail. Il espère bien pouvoir compter sur l'appui de la

Commission en vue des prochaines élections, qui seront une étape importante de la transformation de la Guinée en un pays démocratique.

30. **La Présidente** note une volonté authentique d'aider la Guinée à devenir une société stable, inclusive et prospère. La déclaration d'engagements mutuels envoie aussi un message important à la sous-région. Elle souligne que tous les partenaires doivent agir de manière concertée et traduire leurs engagements en action.

La séance est levée à 13 heures.